

**CROISSANCE VERTE ET DEVELOPPEMENT : de Rio à Rio + 20**

-----

**I. Mise en perspective**

**1. Rio a marqué le point de départ d'une action collective internationale face aux risques globaux, notamment le risque climatique.** En effet, les alertes environnementales antérieures n'avaient pas eu cette dimension globale, ou avaient pu trouver, dans le cas de l'ozone, une solution technique à coût faible. Le problème du climat est apparu de toute autre ampleur, nécessitant une véritable gouvernance, et obligeant à se confronter à la double contrainte : il ne peut y avoir de protection de l'environnement planétaire sans participation des pays en développement ; ceux-ci refusent toute politique perçue comme un obstacle à leur développement. La solution à ce problème se situa alors dans l'énoncé d'une « responsabilité commune mais différenciée ».

**2. Vingt ans après, les questions de réchauffement du climat, des pertes de biodiversité et des ressources halieutiques, des disponibilités en eau et des capacités des sols apparaissent encore plus aigües.** Malgré le renforcement du diagnostic sur les menaces, que documentent, par exemple, les rapports successifs du GIEC en matière de climat, les résultats apparaissent décevants. Au mieux, le découplage entre les émissions et la croissance économique n'est que relatif. Même si une prise de conscience se développe, la croissance des pays émergents tend à reproduire les standards, non soutenables, des pays développés. Dans tous les domaines, les progrès de la gouvernance ont été en retard sur la mondialisation et l'évolution des technologies. Sous la pression de lobbies et de groupes sociaux qui défendent leurs avantages, les engagements pris apparaissent, selon les cas, peu contraignants ou non tenus, comme le montre l'évolution de Rio à Kyoto, puis de Kyoto à Cancun, par exemple.

**3. La persistance de désaccords importants sur la manière d'aborder les problèmes de développement durable constitue un obstacle au progrès de la gouvernance mondiale en matière d'environnement.** Ces désaccords ne sont pas à négliger, car ils signifient que ces progrès ne pourront être que progressifs, car ils nécessitent la mobilisation de connaissances, la construction de consensus, ou encore le passage par des phases expérimentales, « démonstratrices ». Ces désaccords se situent à trois niveaux :

- sur la conception de l'action en présence d'incertitude. A cet égard, la vague climato-sceptique est très dommageable, car elle a fait reculer l'idée simple du coût de la non action (ou de valeur d'option de l'action) en présence de menaces graves, même incertaines ;
- sur le paradigme de la croissance verte ;

- et sur la répartition du fardeau et des obligations, entre pays, ou au sein de ceux-ci.

## II. La croissance verte

**4. La stratégie de croissance verte de l'OCDE établit un ensemble de « conditions-cadre », à adapter au cas par cas, pour une économie durable.** Elle souligne que l'objectif d'une telle stratégie est de soutenir la croissance dans le futur, grâce à une meilleure gestion des actifs naturels, et à l'établissement d'un environnement de confiance pour stimuler l'innovation et de nouveaux marchés. Il s'agit par ailleurs d'éviter les chocs sur la croissance dus à la non résolution des tensions entre l'activité économique et l'environnement. Cette stratégie insiste sur la complémentarité existant entre les politiques environnementales, qui visent à inciter au bon usage des ressources naturelles (notamment par l'établissement d'un prix sur les pollutions et la surexploitation des ressources), et les politiques structurelles (fiscales ou réglementaires) favorables à l'investissement, à la concurrence et à l'innovation. Elle souligne le besoin de nouveaux instruments de mesure de la croissance, intégrant l'économie et l'environnement.

**5. L'innovation apparaît comme un élément-clef pour verdir la croissance.** Trois défis sont signalés à cet égard : l'importance de donner un prix aux externalités environnementales, pour inciter aux innovations les réduisant ; l'inertie des choix technologiques, y compris dans l'orientation de l'innovation, qui nécessite de renforcer nettement les capacités en ce domaine ; et les différents obstacles à la diffusion des technologies.

**6. En matière d'emploi, le diagnostic est nuancé.** Certes, la perspective de nouveaux emplois qualifiés dans les nouvelles activités « vertes » est affirmée. Mais il est surtout insisté sur l'importance des réallocations sectorielles à opérer pour remplacer les produits actuels « polluants » par de nouveaux, plus propres, d'où l'importance des politiques concernant le marché du travail et la formation.

**7. Enfin, l'OCDE insiste sur le besoin de coopération internationale pour la croissance verte,** mais signale que la croissance verte demeure perçue comme « protectionniste » par les pays en développement. D'ailleurs, les transferts de technologies vertes concernent essentiellement les pays développés et la Chine. Sans exagérer la menace « protectionniste », l'OCDE appelle à la vigilance en ce domaine.

## III. Géopolitique du développement durable

**8. Les conflits potentiels entre la thématique environnementale et le développement avaient été constatés dès la Conférence de Stockholm,** vingt ans avant Rio. En effet, le message « croissance zéro » fut alors perçu par le Tiers-monde comme la perspective pour celui-ci de devoir se résigner à la portion résiduelle des ressources, les pays occidentaux n'étant pas prêts à renoncer à leurs modes de consommation. Si cette version malthusienne fut écartée alors, le nœud gordien environnement-développement ne fut pas pour autant tranché. En effet, la solution retenue à Rio, puis confirmée dans le cadre du protocole de Kyoto,

consista simplement à éviter la discussion sur le partage du fardeau, conduisant à des engagements peu ambitieux au Nord, associés à l'absence d'obligations au Sud.

**9. La négociation internationale à Rio + 20 prendra place dans un ordre économique mondial sensiblement modifié par rapport à ce qu'il était au début des années 90,** marqué par : la montée en puissance de la Chine et de l'Inde ; l'accélération de la mondialisation des échanges et des flux de capitaux, dont la récente crise financière a montré la fragilité.

**10. Certes, les pays en développement peuvent mieux percevoir aujourd'hui les bénéfices pour eux des politiques environnementales, à long terme.** Mais ceci accroît aussi leurs besoins d'infrastructures. Surtout le dialogue entre les grands émergents et les pays développés a changé de nature. D'un côté, ceux-ci tendent à devenir des super-puissances, dont la poursuite du développement dépend crucialement de leur accès aux ressources fossiles et minérales. De l'autre, ceux-là y voient des concurrents, devenus par ailleurs les premiers émetteurs de gaz à effet de serre, la Chine dépassant maintenant les Etats-Unis en ce domaine. L'imbrication entre les questions climatiques et la géopolitique de l'énergie apparaît ainsi plus forte qu'elle n'a jamais été.

**11. Pour réussir, Rio + 20 devra accepter d'ouvrir, enfin, un véritable dialogue** entre pays développés, pays émergents et pays en développement, en s'appuyant sur les possibilités d'intérêt commun à un deal commerce-climat, et plus généralement, en ayant en perspective la sécurité mondiale.